

Nucléaire iranien: les Six étudient de nouvelles sanctions, l'AIEA sur place jeudi

WASHINGTON (AFP) - Les Six grandes puissances impliquées dans les discussions sur le programme nucléaire iranien se réunissent mercredi en conférence téléphonique pour étudier la possibilité de nouvelles sanctions contre l'Iran, tandis que le directeur adjoint de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Olli Heinonen, doit se rendre à Téhéran jeudi, a indiqué mercredi un porte-parole de l'agence onusienne.



Le directeur adjoint de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Olli Heinonen, le 25 juin 2008 à Vienne (© AFP/Archives - Dieter Nagl)

Ce porte-parole, Peter Rickwood, n'a toutefois pas souhaité donner plus de détails sur cette visite. Une source diplomatique proche de l'AIEA à Vienne a indiqué que la visite de M. Heinonen ne porterait pas sur la dernière offre des Six à l'Iran mais s'inscrivait dans le cadre des échanges habituels de l'agence avec l'Iran.

Lors de cette conférence téléphonique, M. Solana ainsi que les directeurs politiques des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, France, Russie, Chine et d'Allemagne discuteront du message transmis mardi au diplomate en chef de l'Union Européenne, Javier Solana.

Dans ce message, l'Iran a promis d'apporter prochainement une réponse finale à l'offre des grandes puissances pour résoudre la crise du nucléaire, mais a réclamé au préalable des éclaircissements sur cette offre.

Cette réponse, arrivée avec trois jours de retard, ne devrait pas satisfaire les Occidentaux.

"Comme nous l'avons déjà dit, ce que nous voulons, c'est une réponse positive claire de l'Iran", a rappelé M. Gallegos. "En son absence, nous n'aurons d'autre choix que d'étudier de nouvelles mesures à son encontre dans le cadre de notre double stratégie".

Les grandes puissances ont offert une alternative à l'Iran: ou il accepte la coopération et suspend ses activités controversées d'enrichissement de l'uranium, que les Occidentaux soupçonnent d'être destinées à acquérir l'arme nucléaire, ou il fait face à des sanctions croissantes de la communauté internationale.

Interrogé sur la nature de ces "mesures", le porte-parole américain s'est abstenu de prononcer le mot de sanctions, mais il a rappelé que le Conseil de sécurité de l'ONU avait déjà adopté trois séries de sanctions contre l'Iran et que les Etats-Unis entendaient poursuivre sur cette voie.

L'administration américaine devrait obtenir le soutien de la France et de la Grande-Bretagne, qui sont allées plus loin qu'elle en parlant ouvertement de nouvelles sanctions contre Téhéran.

"En l'absence de réponse positive à l'offre des Six, l'Iran devra alors faire face à de nouvelles sanctions", avait prévenu le Quai d'Orsay.

Londres sera "déçue s'il n'y a pas de réponse aux propositions d'ici demain (...) et nous n'aurons pas d'autre choix que de demander aux Nations unies d'appliquer de nouvelles sanctions", avait renchéri un porte-parole du ministère britannique des Affaires étrangères.

Mais ni la Russie et la Chine, importants partenaires commerciaux de l'Iran et traditionnellement réticents à l'adoption de sanctions, ne se sont exprimées sur le message iranien. L'Allemagne, qui vient de conclure un contrat controversé avec une société iranienne, est également restée silencieuse.

Les autorités iraniennes "renvoient la balle", a résumé une source européenne. "Il va falloir analyser si c'est encore une manière de gagner du temps ou si c'est sérieux".

Téhéran souffle le chaud et le froid. Les promesses de réponse sont contrebalancées par des déclarations belliqueuses. Le président Mahmoud Ahmadinejad a réaffirmé samedi que "la nation iranienne ne cèdera pas un pouce sur ses droits au nucléaire".

Téhéran a par ailleurs annoncé lundi avoir testé avec succès un missile anti-navires d'une portée de 300 kilomètres et menacé de bloquer le détroit d'Ormuz.